



RESTITUTION

Votre Europe durable en 2030 – Atelier projectif de Bordeaux



DESCRIPTIF DE L'ACTIVITÉ

Le ministère de la Transition écologique et solidaire a proposé à 3 panels de citoyens, constitués par un institut de sondage, d'imaginer quelle serait leur Europe durable en 2030. Ces ateliers de 15 personnes se sont appuyés notamment sur les objectifs de développement durable (ODD) pour répondre à cette question. Ils ont eu lieu en simultanément à Bordeaux, Dijon et Montreuil le 9 juin 2018. Les résultats produits ont fait l'objet d'un échange avec la secrétaire d'État Brune Poirson le 5 juillet 2018.

Événement
labellisé
**QUELLE
EST VOTRE
EUROPE**
Consultations citoyennes
sur l'Europe



SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ

AVIS CITOYEN

Notre groupe est composé de 15 citoyens, habitants de Bordeaux et de ses alentours.

Nous avons été invités par le ministère de la Transition écologique et solidaire à participer à cet atelier de citoyens portant sur l'Europe, et plus précisément à nous prononcer sur nos envies, nos souhaits concernant l'Europe durable en 2030 telle que nous l'envisageons.

* *

DATE ET HEURE

9 juin 2018 de 9h à 13h

LIEU

Bordeaux – La Base

PARTICIPANTS

Panel de 15 personnes réalisé par l'IFOP

Hommes, femmes, âgés de 18 ans et plus

Urbains habitant Bordeaux et ses environs

Classes moyennes et supérieures

Où en sommes-nous avec l'Europe aujourd'hui ?

Pour nous, l'Europe d'aujourd'hui, c'est avant tout une Europe **divisée politiquement**, essoufflée, voire ébranlée. L'Europe semble **en attente d'une refondation**, d'un nouveau souffle. Elle ne nous semble pas disposer d'une vision commune suffisante, chacun y protégeant ses intérêts avant tout.

Néanmoins, l'Europe tient encore aujourd'hui, ce qui **nous rassure pour son avenir**. L'Europe est un endroit de paix. Elle peut s'appuyer sur une histoire commune, et montre encore une capacité à entreprendre.

Plus encore, **de nombreux Européens convergent sur différents objectifs** (environnement, alimentation, immigration et, d'une manière générale, le mieux vivre), même si des divergences sur les moyens d'y parvenir demeurent. Les Européens trouvent par ailleurs aujourd'hui la possibilité de s'accorder sur différents sujets tels que la sécurité, le terrorisme. Ils peuvent se montrer solidaire (il en est ainsi lors de vagues d'attentats par exemple), donc pourquoi ne pas étendre cette solidarité à d'autres sujets ?

L'Europe actuelle, c'est également une **Europe qui réfléchit**, qui se pose des questions.

Beaucoup de choses restent à faire, l'Europe est bien entendu perfectible. Elle dispose des moyens pour le faire, encore faut-il trouver la manière optimale de les mettre en œuvre.

Ce qui nous inquiète en revanche, c'est que l'Europe est encore **trop soumise aux grands groupes**, les gouvernements peinant selon nous à passer au-dessus des enjeux économiques. Il y a peu d'indépendance par rapport aux grandes puissances économiques (qu'il s'agisse d'entreprises ou d'États). Il suffit de penser au Traité de Paris, qui en a été l'exemple.

L'entente reste par ailleurs difficile avec d'autres grandes puissances telles que les États-Unis et la Chine.

Nous nous inquiétons également de la montée des populismes dans différentes zones de l'Europe, et constatons également les souhaits d'indépendance de certaines régions ou pays.

De manière plus générale, nous avons du mal à voir des résultats concrets de cette Europe qui, de plus, ne nous semble pas assez **donner la parole à ses citoyens**.

Collectivement, **nous attendons donc plus d'Europe**, et ainsi plus de cohérence sur de nombreux sujets.

Sur les politiques économiques des différents pays tout d'abord. Nous attendons également **plus d'écologie et de durabilité** à l'échelle européenne car si nous ne marchons pas tous au même pas, nous créerons des distorsions supplémentaires entre les pays.

De la même manière, il nous semble important de pouvoir **parler d'une seule voix** lorsque nous nous adressons aux autres puissances.



L'éducation est également un sujet qui nous importe : nous aspirons à une **éducation qui se base sur un socle commun**, et qui propose des cursus appropriés pour chacun.

Nous attendons également une **fiscalité commune**, pour éviter qu'existe une concurrence interne entre européens ; dans ce même but, une **harmonisation des législations du travail** entre pays membres est aussi attendue.

En termes de culture, nous souhaitons voir une Europe qui **développe les échanges culturels** et ne reste pas figée sur son passé : il importe que l'ensemble des courants culturels puissent s'y épanouir et que l'accès à la culture pour tous soit favorisé.

Enfin, nous attendons un **accès aux soins gratuits pour tous**, qui pourrait passer par la mise en place d'une carte vitale européenne.

Il devrait à nos yeux également être possible de se déplacer où l'on souhaite en Europe : à cette fin, nous appelons de nos vœux la **création d'une carte d'identité commune**.

Thèmes évoqués

Notre groupe s'est prononcé sur les objectifs de développement durable qui nous apparaissent, collectivement, prioritaires.

À l'issue d'un vote, les objectifs suivants ont été retenus :

- La réduction des inégalités (objectif retenu à l'unanimité) ;
- La sécurité alimentaire et l'agriculture durable (13 votes) ;
- La consommation et la production responsables (12 votes).

Questions/attentes/problèmes soulevés

Réduction des inégalités

En ce qui concerne tout d'abord la réduction des inégalités, il s'agit pour nous d'une condition sine qua non du vivre ensemble. C'est **un enjeu majeur**, car beaucoup d'autres problèmes vécus aujourd'hui découlent des inégalités (immigration, dumping social, chômage, racisme, violence, délinquance, isolement...).

Cet objectif nous tient particulièrement à cœur car tout le monde, chaque Européen, pourrait en profiter.

La réduction des disparités (entre les pays comme au sein de chaque pays) permettrait en outre d'atteindre plus facilement d'autres objectifs que nous fixons à l'Europe dans le but de favoriser le développement d'une **vision européenne commune**.

La réduction des inégalités devrait en effet permettre :

- de faire s'épanouir la fraternité ;
- de faire reculer concrètement la pauvreté ;
- d'amener les Européens vers un mieux-vivre en commun.

In fine, la limitation des inégalités doit également permettre de réduire sensiblement le niveau de chômage en Europe.



Sécurité et production alimentaire durable

Sur la sécurité et la production alimentaire durable, cet objectif nous paraît important car il n'est pas acceptable que certains de nos concitoyens européens n'aient pas les moyens de manger correctement en termes qualitatifs, diététiques et quantitatifs (sans qu'il soit question de véritable famine). Nous nous préoccupons de garantir un accès convenable de tous à une alimentation équilibrée et suffisante.

Modes de consommation et de production durables

Établir des **modes de consommation et de production durables** est un objectif important à nos yeux, car **notre avenir en dépend directement**. Les modes de consommation suivis jusqu'ici se sont avérés problématiques, avec des conséquences néfastes pour tous les concitoyens, pour les sols et l'environnement en général.

Pistes de propositions formulées

Réduction des inégalités

La baisse des inégalités **passer d'abord par l'éducation**. À ce sujet, nous souhaiterions une **uniformisation des formations** : un cursus commun permettrait de s'assurer que tous les enfants sachent lire à l'issue de l'école primaire, que chaque Européen dispose d'une éducation lui permettant d'avoir les compétences requises pour trouver un métier. Il s'agira également de favoriser la reprise par tous les pays des **méthodes d'éducation les plus porteuses** en Europe. Cette harmonisation (des formations, compétences et diplômes) favorisera la mobilité européenne afin que chacun puisse travailler dans l'un ou l'autre pays.



Du point de vue social, il faudrait promouvoir un **accès à la santé gratuit** pour tous les Européens. L'insertion des personnes en difficulté via des politiques fiscales attractives pour les entreprises entre également dans les moyens permettant de réduire les inégalités. Le système d'aides sociales doit également être rendu plus cohérent à l'échelle de l'Europe (les deux tiers d'entre nous y sommes favorables).

Il s'agirait également selon nous **d'harmoniser le coût du travail** dans l'ensemble des pays européens et d'y instaurer un salaire minimum commun, voire un revenu universel commun (la moitié du groupe y est favorable, l'autre moitié ne l'appelant pas de ses vœux).

Le logement est aussi un axe important de la réduction des inégalités. Tout d'abord en développant nettement les possibilités d'habitat pour les personnes handicapées dans toute l'Europe. Il est également nécessaire de **garantir l'accès à un logement salubre pour tous** (14 d'entre nous s'accordent sur ce point). Nous souhaitons par ailleurs que l'obligation de logement social (par des quotas) soit renforcée à l'échelle européenne.

De manière plus générale, nous attendons surtout de l'Europe, sur cette thématique, qu'elle **s'harmonise, prenne ses responsabilités, légifère et s'empare de ce sujet**. L'information aux citoyens devra également être renforcée sur ces thématiques, afin qu'ils aient les moyens d'évaluer la situation et de connaître leurs droits. L'aide qui peut leur être apportée afin de faire valoir ces droits devra également être développée.

En retour, **nous, citoyens, serions prêts à faire des échanges de compétences**, nous investir dans des associations d'entraide. L'Europe pourrait nous demander de donner un peu de notre temps personnel pour aider à la réduction des inégalités.

Sécurité et production alimentaire durable

Il est primordial d'assurer une **traçabilité alimentaire** : il y a aujourd'hui un manque de contrôle et de transparence sur l'ensemble de la chaîne alimentaire à l'échelle européenne. Il nous paraît important de procéder à une véritable information des consommateurs sur ce qu'ils consomment, de renforcer

l'information sur les indications nutritionnelles. Les contrôles sanitaires doivent également être intensifiés.

Concernant l'amélioration de la nutrition et le soutien à une production durable, il est nécessaire selon nous de **développer l'apprentissage du « bien manger » à l'école** avec des cours de diététiques notamment, et en donnant les moyens à chacun de bien se nourrir (cela passe par exemple par l'affectation de ressources réelles et suffisantes pour la mise en place de plans de nutrition et santé).

L'agriculture durable et les circuits courts doivent selon nous également être favorisés dans le but d'améliorer la nutrition des Européens. Enfin, nous souhaitons une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.

Nous espérons de ces mesures qu'elles conduisent à une baisse de l'obésité, une meilleure santé des Européens (notamment une diminution des maladies cardio-vasculaires) et une baisse de l'empreinte carbone globale. **Le plaisir de manger local** pourra également être retrouvé, et cela favorisera une meilleure reconnaissance des producteurs qui pourront produire de la qualité, en quantité.

Sur cette thématique, nous attendons de l'Europe qu'elle prenne ses responsabilités en **protégeant les consommateurs et en les informant**. En tant que citoyens européens, nous pourrions favoriser les achats de produits locaux et respectueux de l'environnement. Nous sommes prêts à davantage orienter notre consommation.

Modes de consommation et de production durables

Nous attendons sur ce thème de l'Europe :

- une **incitation des producteurs et un accompagnement** afin qu'ils s'engagent dans ces nouveaux modes de production ;
- une **interdiction de l'obsolescence programmée** des produits ;
- un développement massif de toute la **chaîne de matériaux recyclables** ;
- une **limitation des monopoles industriels** et une mise au pas des lobbyistes, avec sanctions sévères des responsables politiques qui se laisseraient corrompre.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre de garantir une meilleure santé à tous, réduire les déchets et lutter contre l'appauvrissement des sols. Il s'agira également d'aider les consommateurs à faire des économies et d'améliorer la qualité de vie globale des Européens.

En termes de consommation durable, nous serions prêts à acheter plus cher certains produits faits en Europe, d'une meilleure qualité même si le prix est plus élevé. Nous sommes également prêts à davantage nous investir dans le recyclage des produits et emballages, ainsi qu'à nous engager à moins gaspiller de nourriture.

ORGANISATEUR DE L'ACTIVITÉ

Ministère de la Transition écologique et solidaire

Contact : Carole Garnier

Adresse :

N° de téléphone :

Raison sociale : État

